



Éducation. Les professeurs d'EPS refusent de faire une croix sur leur discipline

Ébranlés par le confinement, ces enseignants se veulent rassurants en cette rentrée, mais s'inquiètent des perspectives d'avenir pour l'éducation physique et sportive. S'il est une discipline qui a souffert du confinement et de la fermeture des établissements scolaires, c'est bien l'EPS (éducation physique et sportive). Et cela « malgré l'investissement des profs de sport », souligne Benoît Hubert, secrétaire général du Snep-FSU, qui syndique ces enseignants. Malgré, aussi, la difficulté à inventer une pratique sportive en distanciel : « Nos collègues ont su faire preuve d'imagination », souligne Benoît Hubert. Et il leur en fallait...

Aussi, cette rentrée était un peu celle de tous les dangers pour l'EPS. Surtout après l'épisode du dispositif 2S2C (sport, santé, culture, civisme), qui a mis en évidence qu'en corollaire de resserrer l'éducation nationale autour des « fondamentaux » que seraient les seuls mathématiques et français, Jean-Michel Blanquer a aussi pour objectif de sortir les disciplines sportives et artistiques du champ de l'école gratuite et obligatoire.

Contestation massive du 2S2C

Sur ce plan, le Snep-FSU se montre presque rassuré : le 2S2C a été un échec, constaté dès cet été par le rapport des députés Béatrice Descamps (UDI) et François Cormier-Bouligeon (LaREM) . Un échec que le syndicat attribue d'abord à sa « contestation massive » par les enseignants eux-mêmes, mais aussi à l'impossibilité pour la plupart des collectivités locales de tout simplement mettre en place les activités attendues. Tout en demandant « l'abandon pur et simple de cette mesure », le Snep se veut vigilant quant aux risques de son retour, non seulement en cas de reconfinement, y compris local, mais aussi et même surtout dans le 1^{er} degré : l'EPS ayant été rayée de la carte de la formation des professeurs des écoles, confier le sport à des intervenants extérieurs pourrait y apparaître comme une issue acceptable...

Voir aussi : L'éducation physique et sportive est-elle sur le point d'être boutée hors de l'école ?

Mais en cette rentrée, les profs d'EPS tiennent d'abord à faire passer un message rassurant aux familles : le protocole sanitaire « permet la reprise de toutes les activités sportives, même si les profs devront adapter leurs séances, leurs séquences pédagogiques et leurs programmes d'activités » aux nouvelles contraintes. Bien sûr, les profs d'EPS se plaignent, comme nombre de leurs collègues, de la difficulté qui leur est posée par le port du masque : « C'est difficile, dans un gymnase, d'expliquer les consignes à une classe avec un masque », illustre Benoît Hubert.

Interprétations locales

Mais la principale difficulté détectée depuis le 2 septembre tient plutôt à des « interprétations locales du protocole, par des inspecteurs ou des chefs d'établissement » dont le zèle va jusqu'à interdire purement et simplement la pratique des sports collectifs – en contradiction avec le protocole. « Il faut rassurer les parents », insiste le syndicaliste : « Les profs d'EPS sont des professionnels qui ne vont pas faire n'importe quoi » avec leurs élèves.

« On a un plan de relance de 100 milliards qui ne prévoit rien, en termes de moyens, pour l'éducation nationale en général et l'EPS en particulier. »

Benoît Hubert Secrétaire général du Snep-FSU

Pour autant, le tableau n'est pas rose : « L'EPS a perdu 350 postes sur les trois dernières années », rappelle Benoît Hubert. Et à la veille de la rentrée, il restait encore 350 postes non attribués, le ministère réitérant son refus de recruter des enseignants sur les listes complémentaires des concours, « alors que dans le secondaire nous accueillons 22 500 élèves de plus ». À cela s'ajoutent des installations sportives à la fois insuffisantes et vieillissantes. « Même avec les jeux Olympiques 2024, on ne voit rien se dessiner à l'horizon », déplore Benoît Hubert, soulignant qu'il devient urgent d'ouvrir « le chantier de la définition d'une politique publique du sport pour tous en France ». Dans ce sens, le Snep-FSU aimerait pouvoir prendre avec espoir le

regroupement dans un même ministère, depuis le remaniement de cet été, de l'éducation, de la jeunesse et des sports. Mais « on a un plan de relance de 100 milliards qui ne prévoit rien, en termes de moyens, pour l'éducation nationale en général et l'EPS en particulier ». Et ce n'est certes pas un signe encourageant.

L'Humanité 100% numérique